

Cadre macro-économique stable

En matière de stabilisation des grands agrégats macro-économiques, le Maroc a réalisé des performances appréciables, ce qui permet, de donner aux entreprises, tant domestiques qu'étrangères, une visibilité plus grande et d'améliorer leur confiance dans les politiques économiques menées.

L'arrêté des comptes nationaux provisoires pour l'année 2007, selon la base 1998, fait ressortir un taux de croissance économique de 2,7% en 2007 au lieu de 7,8% en 2006. Cette évolution résulte conjointement de la baisse de 20,8% en volume de la valeur ajoutée agricole (non compris la pêche), après une hausse de 25,3% en 2006, de l'augmentation de 6% de celle des autres secteurs d'activité (pris dans leur ensemble), contre 4,7% une année plus tôt, et de la hausse de 10,6% des impôts nets des subventions affectant les produits au lieu de 10,8% l'année précédente. La croissance économique a été tirée principalement par l'investissement. En effet, la FBCF a évolué de 14,3% contre 9,7% l'année précédente, situant ainsi le taux d'investissement à 31,3% au lieu de 28,1% une année plus tôt. Quant à la consommation finale globale, elle a augmenté de 3,9% contre 5,9% en 2006. En revanche, les exportations de biens et services ont enregistré un taux d'accroissement de 5,2% en volume au lieu de 11,6% en 2006 et les importations de biens et services ont évolué de 15% en volume, contre 8,2% en 2006. En terme nominal, le PIB a évolué de 6,6%, contre 9,4% en 2006, entraînant ainsi une variation annuelle du niveau général des prix de 3,9% contre 1,6% l'année précédente. Le revenu national brut disponible a affiché, de son côté, une hausse de l'ordre de 7,4%, au lieu de 9,8% une année auparavant, atteignant plus de 670 milliards de DH en 2007. Cette amélioration résulte de l'évolution du PIB en valeur et de la hausse de 16,9% des revenus extérieurs nets, contre 15,3% en 2006. Ainsi le taux d'épargne s'est maintenu au même niveau que celui de l'année passée, soit 29,7%. Au total, les opérations économiques avec l'étranger se sont soldées par un besoin de financement de la nation de 834 millions de dirhams, soit 0,1% du PIB, après la réalisation depuis 2001 de capacités de financement se situant entre 1,9% et 4,2% du PIB.

D'APRES LE BULLETIN MENSUEL DU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN.
Juin 2008/n°134